

Synthèse régionale

Une timide amélioration en 2016

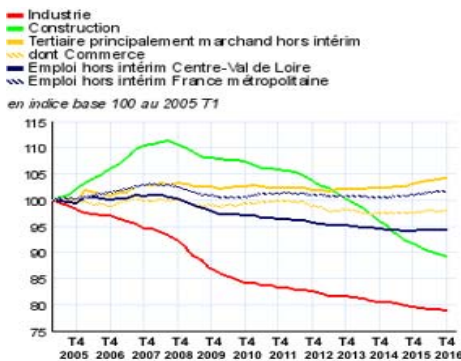
Corinne Chevalier et Stéphanie Hérant, Insee Centre-Val de Loire

La reprise de la croissance nationale, amorcée en 2013, permet pour la deuxième année consécutive une augmentation du PIB au-dessus du seuil de 1,0% (+ 1,2% en 2016). Le taux de chômage, en léger repli, s'établit nationalement à 10,0% fin 2016. Le Centre-Val de Loire s'inscrit dans cette dynamique, avec une confirmation de l'amélioration de l'emploi, une légère baisse du taux de chômage et une quasi-stabilisation de la demande d'emploi. Par contre le dynamisme national en matière de création d'entreprises (+ 5,6%) ne se répercute pas dans la région.

Confirmation de l'amélioration de l'emploi

La croissance de l'emploi en Centre-Val de Loire se confirme en 2016 (1,1%). Elle est du même ordre que nationalement (1,2%). Cette amélioration est exclusivement portée par le tertiaire (+ 2,6%) et bénéficie d'une forte hausse de l'emploi intérimaire (+ 19,6%).

1 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié



Note : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre (hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs).

Source : Insee, estimations d'emploi

Légère baisse du taux de chômage

Le taux de chômage est stable dans l'Indre et en repli dans les autres départements. Il s'établit fin 2016 à 9,4% en moyenne régionale, toujours légèrement en deçà du taux métropolitain (9,7%).

La situation des seniors et des chômeurs de longue durée ne s'améliore pas

Après la forte hausse de 2015 (+ 5,8%), le nombre de demandeurs d'emploi n'augmente que de 0,2% sur 2016 dans la région, alors qu'il recule de 0,1% nationalement.

La demande féminine augmente de 1,0% alors que les hommes demandeurs d'emploi sont moins nombreux (- 0,6%).

Les demandeurs d'emploi de longue durée sont toujours aussi nombreux dans la région, alors que leur effectif baisse nationalement de 2,4%.

Comme nationalement, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus reste encore marquée dans la région en 2016 : + 5,2% après + 10,4% en 2015. Par contre, amorcé l'année précédente, le recul du nombre de jeunes demandeurs d'emploi atteint 7,4% en 2016, plus que nationalement (6,3%).

2 Demandeurs d'emploi en fin de mois

Catégories	DEFM au 31/12/2016 (millier)	en %	
		Glissement annuel (1)	Catégorie A
Hommes	106,4	-0,6	-4,9
Femmes	111,9	1,0	-2,8
Moins de 25 ans	33,3	-7,4	-10,8
25 à 49 ans	131,6	0,4	-4,2
50 ans ou plus	53,3	5,2	1,4
Inscrits depuis un an ou plus	101,6	0,1	nd
Centre-Val de Loire	218,3	0,2	-3,9
France métropolitaine	5 546,7	-0,1	-3,0

nd : données non disponibles.

(1) : évolution de l'indicateur entre le 31/12/2015 et le 31/12/2016.

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; Dares

Une démographie des entreprises portée par les services

Nationalement la création est dynamique dans presque tous les secteurs. En Centre-Val de Loire, seul le secteur des services est concerné et ne permet que de maintenir le niveau de création par rapport à 2015. Le volume des défaillances est par contre en net recul (- 16,8%).

Une reprise à confirmer dans les transports et la construction

La reprise de l'activité dans la construction amorcée en 2015 se poursuit avec une progression de 5,4% des autorisations de construction. Après quatre années de recul, les mises en chantier progressent également en 2016. Cette reprise est toutefois moins nette que nationalement. Elle est portée par le secteur du logement collectif.

Le secteur des transports semble également redémarrer : les flux routiers nationaux de marchandises repartent à la hausse, ainsi que les immatriculations de véhicules et l'activité aéroportuaire.

Les conditions climatiques ont pesé sur la production agricole

Les aléas climatiques ont entraîné des baisses parfois considérables des productions végétales, en particulier pour les grandes cultures. Avec des récoltes mondiales souvent importantes les cours n'ont pas bondi pour autant.

Si la récolte viticole a chuté de près d'un tiers, le millésime 2016 s'annonce de bonne qualité et les cours sont en progression.

Les productions animales suivent des trajectoires diversifiées : cours du porc en hausse, difficultés dans le secteur bovin.

La baisse des prix des intrants conduit à un allègement des charges.

Les pluies du printemps ont pénalisé l'activité des campings

La mauvaise météo printanière a également pénalisé le tourisme régional, en particulier l'activité des campings. Également influencée par les attentats, l'attractivité régionale auprès de la clientèle étrangère est en recul de 11%. Les régions ayant accueilli de grands événements sportifs ou culturels ont moins souffert de cette désaffection. Globalement, l'activité touristique régionale s'est maintenue, grâce à la clientèle française.

Une année contrastée pour le commerce

Les conditions climatiques et les attentats ont également pesé sur l'activité commerciale. À l'inverse les événements sportifs de l'été ont eu un impact positif. Le bilan 2016 de l'activité commerciale est mitigé : près de la moitié des commerçants le juge en retrait par rapport à 2015, près d'un sur cinq, en hausse.

Hausse de l'activité partielle

Du fait en particulier des inondations de juin 2016, le recours à l'activité partielle a fortement augmenté dans la région : 20,1% de plus entre juillet 2015 et juillet 2016 qu'au cours des 12 mois précédents. Dans le Loiret les entreprises en ont consommé près de quatre fois plus au cours du seul 2^e trimestre de 2016 que sur un an auparavant.

Des échanges commerciaux toujours excédentaires

Avec un recul des exportations et une stagnation des importations, le commerce extérieur de la région reste excédentaire. Le solde s'établit à 395 milliards d'euros, en recul de 35% par rapport à 2015. ■

Contexte national

L'économie française accélère à peine en 2016

Clément Bortoli, Division Synthèse Conjoncturelle

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2016, l'activité mondiale augmente à un rythme presque identique à celui des années précédentes : +3,0 % après +3,1 % en 2015 et +3,4 % en 2014. L'activité reprend quelques couleurs dans les pays émergents après un fort ralentissement l'année passée : la croissance économique chinoise se stabilise, après cinq années de diminution, et l'activité se contracte moins fortement qu'en 2015 chez les grands exportateurs de matières premières que sont le Brésil et la Russie. Dans les économies avancées, l'activité ralentit (+1,7 % après +2,0 % en 2015) essentiellement du fait des États-Unis (+1,6 % après +2,6 %) où la demande des entreprises s'infléchit nettement, notamment dans le secteur minier. La croissance britannique reste allante, un peu moins toutefois que l'année précédente (+1,8 % après +2,2 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme : +1,6 % après +1,5 %. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des cours du pétrole et des autres matières premières, entamée en 2015, se prolonge en 2016, ce qui soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) reste accommodante en maintenant les taux d'intérêt à un niveau faible et en soutenant la reprise du crédit aux entreprises, ce qui

favorise leur investissement. Les disparités de croissance demeurent : elle est plus soutenue en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. Au total, le commerce mondial ralentit en 2016, à +1,5 %, soit sa plus faible croissance depuis 2009, essentiellement du fait de l'atonie persistante des importations émergentes et du ralentissement américain.

L'économie française accélère à peine en 2016

Dans le mouvement européen, la croissance française s'élève légèrement : le PIB progresse de 1,2 % en volume, après +1,1 % en 2015. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (*figure 1*).

La demande intérieure hors stocks accélère nettement (contribution de +2,1 points à la croissance du PIB en 2016 contre +1,3 point en 2015), portée par les ménages : leur consommation gagne en dynamisme (+2,3 % après +1,4 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat, et leur investissement rebondit après plusieurs années de repli (+2,4 % après -2,1 %). Du côté de la demande publique, la consommation des administrations accélère légèrement (+1,3 % après +1,1 %) tandis que leur investissement cesse quasiment de diminuer (-0,1 % après -3,0 %).

Enfin, l'investissement des entreprises non financières accélère un peu plus encore (+3,6 % après +3,1 %).

En revanche, le comportement de stockage des entreprises se retourne (contribuant pour -0,2 point à la croissance annuelle, après +0,3 point en 2015) et le commerce extérieur pèse davantage sur la croissance qu'en 2015 (-0,8 point contre -0,5 point) : en effet, les exportations ralentissent fortement alors que les importations gardent un rythme soutenu.

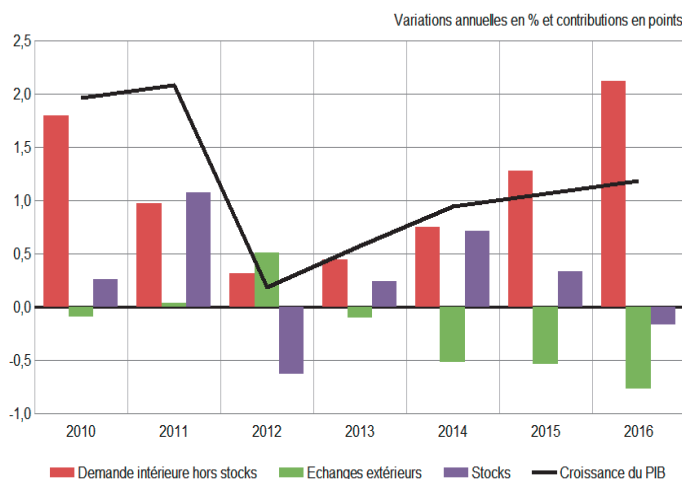
L'emploi total accélère

L'emploi total accélère : +215 000 sur un an fin 2016, après +121 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+193 000 après +99 000) qui bénéficie de la légère accélération de l'activité marchande et des dispositifs de baisse du coût du travail qui enrichissent la croissance en emploi. Ainsi, le taux de chômage en France entière continue de baisser modérément, passant de 10,2 % fin 2015 à 10,0 % fin 2016.

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

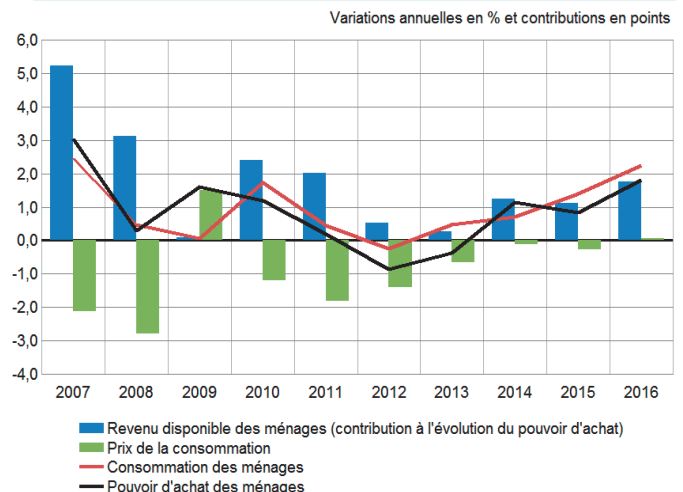
En moyenne annuelle, les prix de la consommation se replient légèrement en 2016 (-0,1 % après +0,3 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère (+1,7 % après +1,1 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages gagne de la vigueur (+1,8 % après +0,8 %), retrouvant une croissance inédite depuis 2007 (*figure 2*). ■

1 Le dynamisme de la demande intérieure est quasiment compensé par le commerce extérieur et le comportement de stockage des entreprises



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

2 Le regain de pouvoir d'achat a permis aux ménages de consommer davantage



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010